La Grande Relève

FONDÉ EN 1935

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

***«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée»* V. Hugo.**

N° **1174** - avril 2016

SOMMAIRE :

• ACTUALITÉ

page 2 Au fil des jours

JEAN-PIERRE MON *dans son tour d'horizon, constate que les hommes politiques français sont en retard d'une guerre en ce qui concerne les technologies numériques et que l'Union Européenne est en pleine débandade à cause des mythes économiques qui l'aveuglent.*

page 3 Un hélicoptère qui s'envole !

MARIE-LOUISE DUBOIN *évoque la "monnaie hélicoptère" qui est revenue dans l'actualité, et rappelle qu'au lieu de relancer le productivisme destructeur de la nature, elle pourrait permettre que personne ne soit laissé-pour-compte.*

• RÉFLEXION

page 5 Pourquoi écrire ?

MICHEL BUFFET *évoque le livre qui, par sa beauté, l'a éclairé dès son plus jeune âge, sur la réalité du colonialisme*

page 6 L'évolution de la révolution

FRANÇOIS CHATEL *montre que pour survivre, ce qui s'impose à l'humanité est une véritable révolution, mais que ce mot n'est pas synonyme de violence, car les révolutions non-violentes aboutissent et conduisent à des changements qui durent quand ils ont été bien préparés.*

page 10 Pour l'avenir du rail

CLAUDE RAJAIN *dénonce les fermetures de lignes ferroviaires régionales et l'aménagement du territoire qui menacent l'avenir du rail, pourtant reconnu bien moins pollueur que la route !*

page 13 L'échange et la valeur

JACQUES DUBOIN *abordait, en 1936, ces deux sujets, toujours en discussion aujourd'hui.*

.

PRIX en FRANCE 3 € ISSN : 2117-5047 *commission paritaire* N°0418 I 83051

La France est en retard d'une guerre

Aux États-Unis, le dernier *Rapport Économique de la Maison Blanche au Congrès*, publié au mois de février, ne manque pas de s'intéresser aux nouvelles technologies et souligne que la création et la destruction d'emplois sont en déclin continu depuis 1980, mais qu'au cours des deux dernières décennies les destructions ont été plus rapides que les créations. Qui plus est, le rapport estime que la probabilité pour qu'un salarié soit remplacé par une machine est de 83% s'il gagne moins de 20 $ de l'heure et de 31% si son salaire horaire est de l'ordre de 40 $. Cela mérite réflexion !

En France, à environ un an des présidentielles, *«le continent numérique demeure une terre incognita pour nos hommes politiques»*[1] : dans les très nombreux livres publiés récemment par les candidats potentiels *«cette transformation qui bouleverse nos modes de vie, dynamite le salariat, bouscule nos entreprises et change nos usages culturels est à peine effleurée»*[1]. Hollande en tête, ils rêvent tous de créer des emplois !

L'Union Européenne en débandade

La "crise" des réfugiés, commencée dès 2011 avec l'arrivée sur l'île de Lampedusa de centaines de migrants Libyens, Tunisiens, Erythréens,… s'exacerbe de jour en jour et met en lumière *«les dysfonctionnements économiques et les carcans idéologico-budgétaires de la zone euro qui nous conduisent inéluctablement à l'écueil»*[2]. Mais nous sommes tous aveugles.

L'aveuglement devant la réalité, c'est justement le sujet des interrogations de l'historien Marc Ferro[3] qui cite, entre autres, la montée du nazisme dans les années 30 et l'extermination des juifs, la révolution islamique de 1979 en Iran et l'affirmation par de nombreux économistes, en 2008, que la panique financière déclenchée par la chute de la banque Lehman Brothers ne traverserait pas l'Atlantique… Cette cécité collective serait due, selon lui, au fait que les mythes sont parfois plus forts que la réalité, parmi lesquels celui de la croyance en la rationalité des marchés aurait empêché de nombreux économistes ou financiers de comprendre à temps la crise des subprimes…

Pour sortir de l'état de délabrement où elle se trouve, l'Union Européenne doit se repenser d'urgence et oublier le mythe de sa conception par ses "pères fondateurs". La monnaie unique n'a pas apporté la prospérité promise à tous ses membres. Comment pouvait-il en être autrement avec une économie basée sur le mythe de *«la concurrence libre et non faussée»* ?

La stagnation généralisée qui y règne est en train d'y faire le lit des partis populistes d'extrême droite.

L'inflation n'est plus le mal absolu ?

C'était le grand mythe dans les années 1980 lors des débats sur le traité de Maastricht : une inflation supérieure à 2% serait catastrophique, était-il affirmé puisque les monétaristes avaient alors le vent en poupe.

Pourquoi aujourd'hui les instituts monétaires essaient-ils vainement de relancer l'inflation (0 % au Japon, - 0,2 % dans la zone euro), alors qu'ils ne tolèraient pas qu'elle augmente ? — *Parce qu'ils sont formatés pour penser de cette façon*, explique l'économiste A. Delaigue, (Lille I) : *«quand ils ont fait leurs classes, les banquiers centraux actuels (Mario Draghi, Haruhiko Kuroda, Janet Yellen, …) ont intégré que l'inflation était un mal absolu. Leurs institutions, comme leurs esprits, ont été forgés pour lutter contre ce mal. Voilà pourquoi ils sont aujourd'hui si démunis.* […] *L'inflation reste basse en partie parce que les banques centrales refusent d'utiliser les instruments qui relanceraient vraiment les prix, comme, par exemple, la "monnaie hélicoptère", technique qui consisterait à injecter de l'argent directement dans les poches des consommateurs»*[2].

Tant pis pour l'environnement

Dans le rapport qu'elle vient de publier le 15 mars, l'Organisation Mondiale de la Santé indique que 23% des décès dans le monde seraient dus à des causes liées à l'environnement (pollution de l'air, des sols, de l'eau, exposition à des substances chimiques, changement climatique…) et qu'une meilleure gestion de l'environnement permettrait de sauver chaque année 1,7 million d'enfants âgés de moins de 5 ans et 4,9 millions de personnes âgées de 50 à 75 ans.

Ce rapport semble avoir échappé à la vigilance de notre ministre de l'agriculture, Stéphane Le Foll. Alors que du 15 au 17 mars, l'Assemblée nationale examinait en deuxième lecture le projet de loi pour *«la reconquête de la biodiversité de la nature et des paysages»*, projet qui comporte un article concernant les néonicotinoïdes[5], le ministre a adressé aux députés une lettre argumentée, de près de quatre pages, pour les inciter à ne **pas** se prononcer en faveur d'une interdiction simple et totale de cet insecticide. Bien que reconnaissant la neurotoxicité des insecticides de cette famille, il écrit que l'action de son ministère vis à vis de ces produits *«ne peut se faire en créant des distorsions entre les agriculteurs français et le reste des agriculteurs européens»*.

Le lobby de l'agrochimie a encore gagné, tant pis pour les agriculteurs, premières victimes des pesticides !

Jean-Pierre MON

1 V. Giret, Idées, *Le Monde Eco et Entreprise*, 12/02/2016.

2 M. Charrel, *Le Monde*, 6-7/03/2016.

3 M. Ferro, *L'aveuglement. Une autre histoire de notre monde*, éd. Tallandier, 2015

4 M. Charrel, *Le Monde Eco et Entreprise*, 6-7/03/2016.

5 Insecticides à large spectre dont la toxicité est des milliers de fois supérieure à celle des générations précédentes et qui est particulièrement toxique pour les abeilles.

Un hélicoptère qui s'envole !

Par qui, pour qui, pour quoi se fait la création monétaire ? Voilà des dizaines d'années que nous attirons l'attention sur le fait que ces questions sont primordiales parce que leurs réponses déterminent toute l'économie, alors que les économistes les passaient sous silence et que les citoyens étaient persuadés qu'elles ne les concernaient pas.

Il y a un an, dans (*GR* 1163), Jean-Pierre Mon signalait une bonne nouvelle. 19 économistes européens (dont Guy Standing et David Graeber, et un seul français, Jean Gadrey) avaient réagi à l'annonce que la BCE allait encore injecter 10 milliards d'euros dans les marchés financiers. Ils ont déclaré, par l'intermédiaire du *Financial Times*, que «*ce QE conventionnel n'est pas un outil fiable pour relancer la croissance du PIB et de l'emploi*». (Les économistes étant des savants, ils utilisent le terme anglo-saxon "quantitative easing", QE, qui se traduit par assouplissement quantitatif, pour désigner ce que les simples d'esprits désignent par "planche à billets").

Et le mois dernier, dans son *Fil des jours*, Jean-Pierre Mon mentionnait avec le même flair, l'article d'un journaliste du *Financial Times*, Martin Wolf, qui suggérait un «*largage d'argent par hélicoptère*». Cette image d'un *QE for the people*, des billets distribués aux peuples pour stimuler leur consommation, a déclenché une explosion de réflexions qui fait le tour du monde. La plupart des journaux s'en sont d'autant plus emparés que l'idée d'un revenu versé à tous se répand, comme je le signalais en février (*GR* 1172) dans *Faut-il pavoiser ?* En Suisse par exemple, elle va être l'objet d'un référendum, et le journal de Lausanne *Le Temps* lui a consacré un article fort bien documenté que *Courrier International* a reproduit fin mars.

Parmi les réactions publiées, la plus étonnante a pu paraître être celle de Mario Draghi, car bien qu'il ait pris soin de ne pas se mouiller en précisant qu'il ne l'a pas encore étudiée, il a réagi très vite et qualifié l'idée d'«*intéressante*». Mais à la réflexion, on comprend vite la raison pour laquelle elle a séduit cet ancien vice-président pour l'Europe de la banque Goldman Sachs, ancien gouverneur de la Banque d'Italie et actuel président de la Banque Centrale Européenne. C'est que les économistes classiques sont en train de s'apercevoir qu'ils se sont trompés en prônant la politique de l'offre. Peut-être, sait-on jamais !, qu'ils ont vu tout ce qui est offert dans les hypermarchés, ou bien tous les nouveaux modèles de voitures, ou encore toutes les sollicitations des voyagistes pour développer le tourisme jusqu'au bout du monde ! Ils ne peuvent que constater que si le capitalisme est en perte de vitesse, ce n'est pas, comme ils le croyaient, parce que les entreprises ne produisent pas assez.

Mario Draghi

Ce ne peut pas non plus être faute de clients intéressés, car toutes ces marchandises, avec en outre l'aide de la publicité, leur font envie.

Ils ont découvert que c'est tout simplement parce que ces clients potentiels ne sont pas assez solvables !

Ils se rendent enfin à l'évidence : les centaines de milliards de dollars, de yens ou d'euros qui ont été créés pour relancer l'économie après la crise financière de 2008 ont loupé leur objectif. Leur vient alors l'idée qu'au lieu d'avoir consacré ces milliards à aider les entreprises pour qu'elles soient "compétitives", il aurait été plus efficace de solvabiliser les clients. «Mais c'est bien sûr ! Donnons-leur du pouvoir d'achat, ils achèteront !»

Une telle politique de la demande relancerait l'économie, les carnets de commande se rempliraient, donc les entreprises embaucheraient, etc, etc. Ce renversement de la politique économique ferait évidemment repartir l'économie … productiviste. Pour les tenants du "toujours plus !", qui constitue la base-même du capitalisme, c'est le salut !

Milton Friedman

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce qu'ils reprennent aujourd'hui cette idée qui fut lancée jadis par Milton Friedman, le "grand pape de l'ultralibéralisme".

Alors qu'au contraire, quand on a conscience qu'il faut arrêter le pillage de nos ressources et la dégradation de notre environnement, on ne peut que dénoncer un parachutage d'argent conçu pour alimenter une fuite en avant désastreuse.

Cependant, on ne peut pas continuer à priver de tout moyen de vivre des millions et des millions de gens, sous prétexte que leur travail n'est plus nécessaire à la production des biens utiles.

L'économie distributive que nous défendons concilie ces deux impératifs.

Pour cela, nous affirmons que la création monétaire doit être conçue pour permettre, à la fois, de financer les entreprises pour qu'elles produisent, et de solvabiliser les individus pour qu'ils acquièrent de quoi vivre décemment. Comme le rappelle plus loin François Chatel, il ne s'agit donc pas de réformer quelques aspects de l'économie actuelle, mais d'opérer une double révolution. Au lieu d'être imposés par la rentabilité financière, les choix économiques (décider de ce qu'il est bon de produire et des moyens à utiliser pour y parvenir) doivent être faits démocratiquement, publiquement. La masse monétaire à créer doit être la conséquence de ces décisions économiques, être le pouvoir d'achat des

biens ainsi fabriqués, donc être renouvelée au même rythme que les productions. Et ce pouvoir d'achat doit être réparti entre les entreprises, pour qu'elles aient les moyens de produire, et les citoyens, pour qu'ils aient les moyens d'assumer leur part des multiples et diverses activités de la société dont ils sont membres.

C'est ce vrai changement que quiconque se voulant "progressiste" devrait avoir le courage d'envisager, en s'opposant à l'idée qu'une création monétaire serve à relancer le productivisme.

C'est donc ce que j'espérais trouver dans l'article de *Politis* du 7 avril, intitulé *Un hélicoptère pour le capitalisme.* Je n'ai donc pas été étonnée que son auteur, Jean-Marie Harribey, commence par bien reconnaître, d'une part, qu'il y a surproduction faute de demande solvable, et, d'autre part, que les liquidités dont les banques ont inondé les circuits financiers n'ont servi qu'à spéculer.

Mais hélas, ce double constat ne débouche ensuite sur aucune proposition pour adapter la monnaie au souci de mettre fin aux gâchis et aux injustices… Cet économiste qui se veut "de gauche" refuse d'envisager qu'une «*planche à crédit*» puisse fonctionner autrement que sous forme d'un prêt aux entreprises. C'est piloté par cet "interdit" qu'il mène depuis longtemps une farouche campagne contre l'idée qu'un revenu puisse être assuré sans que ce soit la contrepartie, c'est-à-dire le prix, d'un travail effectué. Son catéchisme est immuable : quelle que soit l'évolution des moyens de production, je le cite : «*les profits réels ne peuvent venir que de l'exploitation de la force de travail*».

Comme la monnaie «*reste mystérieuse pour les citoyens*», il explique, en bon pédagogue, que toute monnaie est doublement une dette, pour celui qui l'émet par crédit : il doit honorer les paiements de son utilisateur, et pour ce dernier : il doit la rembourser. Mais il présente cette description de la création monétaire comme la seule possible, omettant seulement de signaler l'importance du fait que, dans le système capitaliste, «*l'argent fait de l'argent*» parce que l'utilisateur du crédit est obligé, en plus de son remboursement, de payer un intérêt à celui qui a eu le droit (venu d'où ?) de lui ouvrir le crédit. J-M Harribey ne l'ignore évidemment pas, mais il l'escamote en évoquant «*la critique justifiée du profit capitaliste*» mais c'est pour ajouter qu'elle «*ne conduit pas à condamner le principe même de création monétaire indispensable à tout développement économique*».

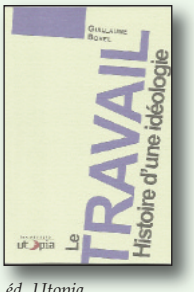
Personne ne conteste qu'une monnaie soit nécessaire pour faire fonctionner l'économie, mais il importe que cette monnaie cesse de pouvoir "rapporter" parce que c'est ce pouvoir qui lui procure, en outre, le moyen de diriger l'économie, de façon arbitraire, et contrairement à ce qu'il ose affirmer quand il écrit plus loin : «*La monnaie est une institution sociale pour accompagner les choix collectifs de production*». Où a-t-il vu se faire de tels "choix collectifs" ? Où est cette institution sociale qui émet aujourd'hui notre monnaie ? C'est précisément parce que ça ne se passe pas comme ça que nous voulons que les peuples maîtrisent la création de leur monnaie, en la liant à la production qu'ils décident de réaliser ensemble !

Curieusement, il semble que J-M Harribey soit conscient du problème qu'il se contente de poser en ces termes : «*comment affecter la monnaie au financement d'une production utile pour la société ?*». Mais il en est un autre que ses convictions lui font totalement ignorer : «*qui aura les moyens de d'acheter les produits quand ils seront entièrement créés par des automates ?*»

Il évoque vaguement, pour finir, un système bancaire "socialisé" mais en passant sous silence qu'un tel système pourrait apporter la solution en créant une monnaie de consommation, non circulante, non remboursable, dont le seul but soit de faire fonctionner l'économie de façon concertée, raisonnée, mesurée, voire automatisée, mais dans le but d'être utile et sans saccager la planète.

Marie-Louise DUBOIN

Une idéologie qui a la vie dure



éd. Utopia
moins de 100 pages,
format 10x18, 6 €.

«*Il faut, avant toute recherche ou réflexion sur le travail dans notre société, prendre conscience de ce que tout y est dominé par l'idéologie du travail*». C'est ce conseil de Jacques Ellul qu'a suivi Guillaume Borel, l'auteur d'un petit livre montrant que si l'idéologie de la "valeur travail" est si profondément incrustée dans beaucoup d'esprits, c'est parce qu'elle a une longue histoire, qu'il retrace avant de conclure : «*L'émancipation ne peut ainsi s'accomplir que par un désendoctrinement et une décolonisation de l'imaginaire, qui sont les préliminaires indispensables à la réorientation de l'appareil productif au service de la libération de l'Homme de la contingence du travail*». Mais comment amener nos responsables à consacrer deux heures à cette lecture ?

Venez débattre avec nous en Alsace,
le samedi 21 mai prochain, de 14 à 18 heures :

Dans la MJC d'un petit village du Haut-Rhin, Sewen, le collectif FESTI-DÉBAT annonce ainsi, pour les 20, 21 et 22 mai prochains, sa dixième édition :

Penser global, agir local

Pourquoi devrons-nous relocaliser l'économie en privilégiant les activités et productions qui respectent à la fois l'humain et l'environnement, développer un protectionnisme "progressiste" (qui se distingue du repli communautaire prôné par certains partis politiques) ?

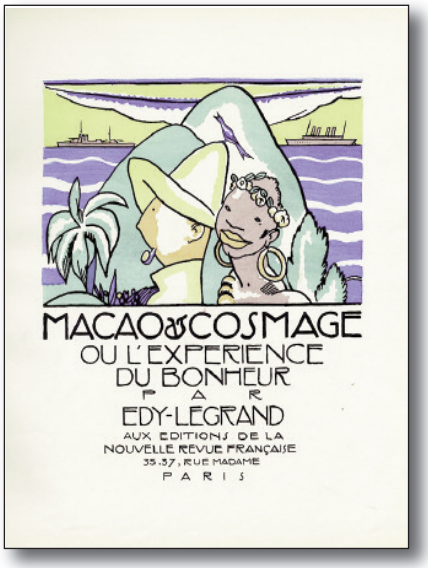
Nous débattrons de ces questions en compagnie du politologue Paul ARIES et de Marie-Louise DUBOIN, directrice de *La Grande Relève*.

Réfléchissant à l'intérêt de la "chose écrite" quand internet permet d'envoyer instantanément n'importe quel message à l'autre bout du monde, MICHEL BUFFET s'est souvenu que, dans son enfance, un livre et les dessins qui l'illustraient ont été pour lui déterminants, ils lui ont fait découvrir ce qu'était la colonisation à une époque où pratiquement personne n'en parlait encore :

Pourquoi écrire ? …

Pourquoi écrire ? Que de sujets possibles, mais qui se percutent et disparaissent ! On en a tellement plein la tête que l'envie ne vient même plus de les coucher sur le papier, laissant à d'autres le soin d'encombrer les médias, au bénéfice d'une habitude confortable qui nous évite de faire des choix.
Alors que j'ai été un "lecteur précoce", il m'a toujours semblé que décider d'écrire était une idée bien saugrenue.

Et pourtant, me voilà une bonne raison : je me souviens du premier ouvrage qui m'a tant retenu, non par ses textes ou ses bulles, mais par ses grandes et magnifiques planches de bois gravé, colorées à la main. J'étais à l'époque un tout petit garçon, loin de lire ou seulement déchiffrer, mais subjugué par la beauté fascinante des images dont, je crois, je pénétrais la signification comme l'engagement qui caractérisait l'époque.
L'album, un grand carré de beau velin aux images exotiques si caractéristiques de "l'art déco", m'a impressionné non seulement pour son style mais aussi pour ses éclatantes couleurs. Tout le monde connaît le plus célèbre des objets transitionnels, le nounours de l'enfant… Eh bien pour moi, c'est du moins le souvenir que je lui donne aujourd'hui, mon nounours fut ce grand livre *"Macao et Cosmage ou l'expérience du bonheur"*, par un certain Edy Legrand, témoin d'une époque où les débats idéologiques étaient aussi effervescents que les innovations artistiques.



Auteur et illustrateur, à contre-courant de la pensée colonialiste, Edy Legrand questionne la morgue attitude de la civilisation française, sa foi aveugle dans le progrès et la vanité de ses plaisirs. Interrogations traduites en images par un certain fauvisme et cubisme fondateur d'un art plus futile, décoratif, donnant vie à l'histoire de Macao et Cosmage, égarés sur une île édenique, attrapés et subissant un jour l'invasion de savants, d'industriels et de militaires qui, rapidement, y établissent leur ordre : la civilisation !!!
Loin d'un conte ou d'un Éden de papier, cet ouvrage dénonce la morgue du colonialisme, esquissant même des thèmes qui en font l'écho de questions très actuelles. Sa préoccupation étant bien la préservation du bonheur, qui passe aussi par celle du milieu naturel, questionnant les conséquences du progrès… et dénonçant au passage le droit de certains peuples qui s'arrogent des espaces qui ne leur appartiennent pas, imposant même leur influence jusqu'à leur destruction.

Alors comment ne pas penser aux impérialismes qui se sont étendus depuis, comment ne pas se demander de quel droit et par quelles motivations, des peuples, sinon des hommes, peuvent-ils en exploiter d'autres
L'histoire faisait aussi écho de préoccupations écologiques qui sont devenues d'actualité.
Édy Legrand était une sorte de visionnaire, autant dans ses choix des graphiques que dans ceux de la composition des images et dessins qui illustrent les textes. Effet contemplatif, qui, sans aucun doute, a ouvert les yeux étonnés du petit garçon que j'étais.
Spectacle total, merveilleux et amer, où faune et flore exubérantes s'harmonisent autour de deux personnages venus ici, où tout était à eux dans la félicité et l'harmonie. Un paradis, jusqu'à ce jour où l'agitation du monde les rattrape, pour bientôt les submerger.
Et, comme Macao et Cosmage, à chaque fois que je refermais l'album, une larme accompagnait déjà mes yeux dans cette vision du monde qui, aujourd'hui, ne nous quitte plus.

Michel BUFFET

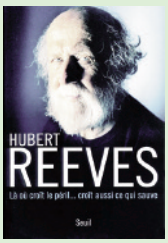
Quand on est conscient de l'importance des changements qui sont devenus nécessaires pour que l'humanité ait encore un avenir, on est convaincu qu'il ne s'agit pas de réforme, mais bien d'une véritable mutation. Or un tel changement de société s'appelle une révolution.
Mais pourquoi, se demande FRANÇOIS CHATEL, une révolution est-elle systématiquement associée à des violences alors que l'histoire prouve le contraire ? C'est une révolution non-violente, intelligemment conduite en ayant un programme, un objectif clair et adapté aux réalités actuelles, qui est le plus sûr moyen de "franchir le pas" :

L'évolution de la révolution

Depuis environ quatre décennies, notre société mondialisée connaît le malaise de l'inadaptation. Son fonctionnement s'en trouve bouleversé, au point d'engendrer un déséquilibre qui se traduit par des inégalités excessives, la misère en travaillant, un chômage croissant, une justice partiale, la liquidation des services publics, la corruption de l'État, la démocratie bafouée, des crises qui se succèdent, des populations exploitées et d'autres sacrifiées, l'insécurité permanente et des régimes de plus en plus autoritaires.
Au dérèglement interne s'ajoutent des perturbateurs externes, tels que l'inquiétant réchauffement climatique accéléré de la planète, la destruction de l'environnement et la raréfaction progressive des énergies fossiles et de nombreux matériaux utilisés avec les nouvelles technologies. En effet, le système capitaliste convient fort bien à l'utilisation d'une pléthore d'énergies pour transformer la matière première et en tirer des produits dont la vente est génératrice de profits financiers. Mais quand il s'agit de gérer l'hyperproductivité permise par l'automatisation industrielle, il se révèle inadapté aux conditions posées par le respect de l'environnement et des réserves naturelles. Ce système reposant sur la croissance obligée, il est évident qu'il est incompatible avec son ralentissement, et encore plus avec la décroissance qui s'impose pour les plus riches. Autant de raisons qui montrent qu'une réforme ne va pas suffire, que c'est un véritable changement de société qui est devenu à la fois légitime et nécessaire. Bref, que c'est une révolution qui s'impose.

Quel engagement, aujourd'hui ?

Le peuple est-il à la veille de s'approprier la souveraineté pour écrire une nouvelle Constitution, comme le 6 Messidor de l'an I de la République ? Cette Constitution, malheureusement non appliquée, contenait un fameux Article 35 : «*Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple, et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs*»[1]. Qui peut mieux en poser la légitimité que Jean Jaurés : «*L'idée d'un grand peuple se gouvernant lui-même était si noble qu'aux heures de difficulté et de crise, elle s'offrait à la conscience de la nation. Une première fois, en 1793, le peuple de France avait gravi cette cime, et il y avait goûté un si haut orgueil, que toujours sous l'apparent oubli et l'apparente indifférence, le besoin subsiste de retrouver cette émotion extraordinaire.*»[2]
Malgré les raisons légitimes d'un tel changement de société, l'idée d'une révolution est-elle à l'ordre du jour ? Liées à des mécontentements, à des réactions aux signes de mépris ou d'indifférence de la part des gouvernements, à des mesures impopulaires, des révoltes sont fréquentes mais ces coups de colère n'ont pas pour objectif le renversement du système. Faut-il en déduire que les peuples sont conditionnés au point d'accepter le capitalisme comme une fatalité ?
D'après Jacques Ellul[3] ce qui a contaminé le mental des peuples ce n'est pas le capitalisme, mais ce qui paraît en être le fruit : la société technicienne. La technique, élevée au rang de



prix : 7,5 €

C'est à son intelligence et aux connaissances qu'elle a su accumuler que l'humanité doit faire appel pour accomplir la révolution qui s'impose à elle aujourd'hui. Rien de tel pour l'y aider que des ouvrages de vulgarisation comme ceux écrits par l'astrophysicien Hubert Reeves.
Je recommande particulièrement *Là où croît le péril… croît aussi ce qui sauve*. Il faut lire et faire lire par tout le monde ces 150 petites pages (publiées dans la collection Points du Seuil) car, écrites avec autant de simplicité que de finesse, leur lecture ne demande aucun effort, mais elle fait tout comprendre du changement de civilisation qu'il s'agit d'opérer intelligemment, sans violence. M-L D.

nouvelle religion, serait le nouvel opium du peuple, vanté à tous les coins de rue, dans les médias, sur internet. Partout s'élèvent des prières exaltées réclamant des nouveautés, des gadgets. Et face à un monde de contraintes et de précarité l'individu se réfugie dans le plaisir immédiat, dans la gratification simpliste des gadgets offerts par la technique (les jeux, la télévision, le téléphone, Facebook, etc…) accompagnant le sexe, l'alcool et la drogue. De sorte que l'esprit s'ankylose, les neurones s'encroûtent et les synapses se ramollissent au profit du cerveau reptilien, celui qui anime nos instincts primaires, nos désirs compulsifs et nos pulsions hypothalamiques. Cette foi contagieuse fait que les peuples s'en remettent corps et âmes à ces prêtres experts à trouver et appliquer des solutions techniques à tous les problèmes contemporains et qui leur assurent qu'avec le transhumanisme, c'est un monde de plaisirs infinis, d'éternelle jeunesse et d'éclatantes possibilités individuelles qui les attend. Alors, au milieu de ces jouets, comment pourrait-on penser la révolution ?

On soigne les bobos

Pendant ce temps-là, l'économie marchande s'est emparée des problèmes climatiques, et cherche à en tirer un maximum de profits. Les plans de «développement durable» et de transition énergétique sont l'objet d'une propagande qui mobilise tant les politiciens que les artistes mondains qui s'affichent dans des conférences et des spectacles très médiatisés.

• Le film *À la poursuite de demain*, des studios Disney vante la jeunesse passionnée et surdouée, créatrice des technologies qui promettent une société de rêve.

• Le film *Demain*, de Mélanie Laurent et Cyril Dion, fait l'apologie d'un nouveau monde New Age, où, grâce à la conscience régénérée de chacun sur son appartenance à Gaïa, les solutions technologiques appropriées à l'écologie vont surgir et peindre le capitalisme en vert pour une société collaborative et solidaire grâce, aux réseaux sociaux. Il nous entraîne à travers le monde à la rencontre de solutions idéales, respectueuses de l'environnement et favorables à la transition énergétique pour sauver la croissance et la planète, le cas échéant : usines de recyclage, centrales à biomasse, unités de méthanisation, de géothermie, de production d'hydrogène, véhicules électriques, rénovations des bâtiments, panneaux photovoltaïques, éoliennes, développement des smart grids et des smart cities, des nanotechnologies, de l'informatique, etc… Son principal message se résume à : «l'écologie c'est bon pour l'économie, pour la croissance et l'emploi», donc de quoi s'assurer trente nouvelles "glorieuses". D'après les commentaires enthousiastes de ce film, une révolution serait donc en marche, celle des nouvelles technologies "propres" et des initiatives individuelles. Il suffit de constater l'ampleur de l'impact émotionnel déclenché par ces nouvelles productions pour voir que ce nouveau catéchisme rencontre du succès.

Les COP deviendraient-elles de nouveaux conciles où seraient déterminées les nouvelles règles de la croyance en la sainte église technoscience ? Détruire et reconstruire formeraient l'allégorie du capitalisme ? Ce mouvement alternatif conviendrait-il à la nature humaine soi disant productiviste, égoïste et intéressée ? Mais ces mesures à la gloire de la technique sur fond d'urgence écologiste ne pourraient-elles pas plutôt générer une organisation sociale de plus en plus totalitaire ?

Sommes-nous contraints d'accepter quelques réformettes faute d'ambitionner une révolution ?

Se battre sans violence

Pour le citoyen ordinaire comme pour le chercheur en sciences sociales, violence et révolution paraissent indissociables. Que ce soit en France, la révolution de 1789, en Angleterre, la guerre civile de 1641 à 1649 (celle qui opposa les Têtes rondes de Cromwell aux partisans de Charles 1er) ou en Russie (la prise du pouvoir par les bolcheviques), elles ont contribué à donner au terme de «*révolution*» une dimension violente et sanguinaire.

Et pourtant, depuis 1960, c'est la résistance civile, agissant en masse *pacifiquement*, que ce soit dans la rue, par des grèves, par des sit-in ou d'autres formes de manifestations, qui a permis la réussite de 50 des 67 renversements de régimes, comme le prouve T. G. Ash[4]. Ce qui montre bien qu'il faut repenser la conviction que révolution signifie violence.

Le zapatisme est un exemple d'évolution d'un mouvement révolutionnaire vers la non-violence. L'ancien Front de Libération Nationale a abandonné la lutte armée en 2001 et l'a remplacée en novembre 2005 par le FZLN dont les principes fondateurs affirment explicitement son caractère civil et pacifique et la mise en place de ce que Gandhi appelait un programme constructif, durable et étendu. Il promeut une démocratie radicale, se rapprochant du modèle conseilliste, et une organisation économique fondée sur l'autogestion et le collectivisme (gestion communale et collective des terres, suivant la tradition de l'*ejido*, des écoles, du système de santé, de la justice, etc.).

La voie tracée par Gandhi

Effectivement, c'est sans doute vers Gandhi qu'il faut se tourner pour saisir les conditions philosophiques qui promeuvent le projet de ● ● ●

révolution non-violente. Il a développe l'idée selon laquelle l'usage de la violence ne fait pas que nuire à celui qui la subit, il altère aussi celui qui l'emploie, de sorte que la violence révolutionnaire a un coût humain et social toujours supérieur à ce qu'on peut imaginer.

Selon le satyagraha instauré par Gandhi, «*on défend la vérité non pas en faisant souffrir l'adversaire, mais en souffrant soi-même*»[5]. Cette doctrine «*apparaît d'une façon générale aux yeux du public comme une désobéissance civile, en ce sens qu'elle n'est pas criminelle. Le criminel enfreint les lois subrepticement et tâche de se soustraire au châtiment ; tout autrement agit celui qui résiste civilement. Il se montre toujours respectueux des lois de l'État auquel il appartient, non par crainte des sanctions, mais parce qu'il considère ces lois nécessaires au bien de la société. Seulement, en certaines circonstances, la loi est si injuste qu'obéir semblerait un déshonneur. Alors, ouvertement et civilement, il viole la loi et subit avec calme la peine encourue pour cette infraction. Puis, afin d'affirmer sa protestation contre l'action des législateurs, il lui reste la possibilité de refuser sa coopération à l'État, en désobéissant à d'autres lois dont l'infraction n'entraîne pas de déchéance morale*»[6].

Gandhi précise que la lutte politique non-violente doit respecter un «*principe d'auto-limitation*». Cette exigence implique deux conditions : elle doit permettre d'interrompre la révolution lorsque celle-ci risque de basculer de la non-violence à la violence communautaire ou terroriste, et elle doit laisser un moment d'ouverture à l'adversaire pour lui offrir l'opportunité de transformer son point de vue.

Ce monde à édifier est celui dont parle Hannah Arendt : il y existe un espace entre les êtres humains, des intervalles qui leur permettent de se distinguer afin qu'ils entrent dans une sphère de reconnaissance[7].

Bentouhami[8] précise que la non-violence telle que la prônait Gandhi est incontestablement révolutionnaire (et non réformiste) car elle est générée et portée par une espérance.

Ce que reprend et développe Martin Luther King dans ses discours.

C'est aussi le message que transmet Howard Zinn, militant invétéré de la non-violence : les bonnes nouvelles sont toujours inattendues et il ne faut pas croire que ce dont nous sommes actuellement témoins existera toujours[9].

M.L.King a évolué dans sa lutte. Il a confié ceci à ses associés : «*Maintenant, je ressens les choses tout autrement. Je pense qu'il faut reconstruire toute la société, qu'il faut un renversement total des valeurs et qu'il faut affronter les fondements économiques du système capitaliste puisque ce dernier, générateur d'inégalités, de misère, d'impérialisme et de matérialisme, est incapable de saisir l'essence sociale de la vie humaine*»[10]. Il savait en effet que l'exploitation économique et le chômage touchaient autant les Blancs que les Noirs, que toutes les formes d'oppression étaient intimement liées et qu'en conséquence la question de l'unité des luttes était cruciale pour leur victoire.

C'EST POURTANT VRAI !

Ces stratégies révolutionnaires fondées sur la non violence se sont concrétisées par les révolutions appelées «*de couleur*». Même si leur objectif, nous allons le voir, n'est pas du tout similaire à celui souhaité, c'est-à-dire à un changement radical de système économique, politique et social, elles montrent par leurs succès qu'elles sont efficaces. Elles sont basées sur des stratagèmes modernes et subversifs conçus par un politologue américain du nom de Gene Sharp[11], pour qui le pouvoir d'un État dérive de l'obéissance de ses sujets, pouvoir qu'il maintient par des systèmes d'embrigadement. Il fait référence à Étienne de La Boétie affirmant que sans le soutien de ses sujets, un chef d'État est impuissant. Les images de la "*révolution orange*" à Kiev, en Ukraine, rappellent fortement celles de la "*révolution des roses*" qui s'est produite à Tbilissi, en Géorgie, en novembre 2003, et celles de la "*révolution de velours*" qui a triomphé en octobre 2000 à Belgrade, en Serbie. Dans ces deux derniers cas, les régimes en place sont tombés sans qu'un seul coup de feu soit tiré. Derrière l'apparente spontanéité des événements se trouvent des organisations qui mettent en œuvre des stratégies de résistance non violente afin de mobiliser la population dans une démonstration de force, capable de renverser le pouvoir en place.

De même que le programme TACIS de l'Union Européenne, une partie importante des fonds d'organisations d'affaires américaines (la Fondation Soros, ou Open Society Foundations, l'USAID et la NED) est destinée à la création de mouvements de jeunes contestataires. Toutes trois financent le groupe serbe Otpor, créé en 1998, et d'autres mouvements du même type, infiltrés dans des ONG répandues dans le monde. Ces mouvement aspirent à l'instauration, dans les pays opposés politiquement aux États-Unis, des standards occidentaux en matière de respect des droits de l'Homme, des libertés civiques, d'économie de marché et d'institutions démocratiques. Jusqu'à présent, Otpor a joué un rôle actif, direct dans le renversement du gouvernement Milosevic, et indirect en Géorgie (pour le mouvement Kmara), en Biélorussie (pour Zubr) et en Ukraine (pour Pora), avec un succès indéni-

able. En 2009, une partie des jeunes leaders de la révolution arabe (dont le mouvement du 6 avril) ont tous été formés en Serbie par les mouvements otpor et CANVAS[12].

Les stratégies utilisées démontrent que la révolution n'est pas une révolte ayant réussi. Ce qui la caractérise d'abord, c'est qu'à la différence de la révolte, impulsive, elle s'appuie sur une doctrine et cherche à s'appliquer au réel, comme le font les révolutions de couleur, qui cherchent à s'institutionnaliser en suivant des objectifs et des stratégies déterminés.

DOCTRINE ET STRATÉGIES

Cependant, les échecs de nombreuses révolutions par la récupération du pouvoir sous une forme parfois même totalitaire ont fait l'objet de réflexions, dont notamment celle d'Hannah Arendt. Pour elle, la garantie de continuité d'une révolution est assurée par le contenu de ses nouvelles institutions et par l'instauration de cette liberté sociale qui permet l'imprévisibilité de l'avenir, tout en rappelant que cette liberté n'est possible que parmi les égaux. Elle insiste sur le rôle prédominant, pour l'avenir d'une révolution, de la politique et de cette liberté de la mise en commun : elles ne sauraient être perturbées par des intérêts économiques. Ce qui montre l'extrême importance de deux choses : déterminer des structures économiques égalitaires et avoir une constitution politique assurant l'expression individuelle. La forme politique du conseil qui émerge pendant les révolutions est, pour H. Arendt, une preuve qu'un des ressorts instinctifs du peuple est de s'auto-organiser en l'absence d'un pouvoir établi. Elle invite donc les protagonistes d'une prochaine révolution, à prendre fait et cause pour les conseils qui devraient normalement émerger de son sein, comme forme gouvernementale par excellence dans la modernité : «*Si l'on ne peut jamais "faire" les révolutions, il semble que l'on puisse préparer les hommes au "miracle" de l'action*»[13].

Pour conclure, il convient de bien séparer d'un côté l'éphémère de la révolte, qui malgré son impact impressionnant se trouve rapidement épuisée et récupérée par une simple réforme ou par la répression, et de l'autre côté, l'instauration durable d'une révolution en raison de l'apport subséquent d'une stratégie élaborée antérieurement.

Quelle que soit l'origine du mouvement, sa force et sa durée seront dépendantes de théories politiques, économiques et sociologiques construites auparavant et répondant aux conditions environnementales et économiques de l'époque.

Dans certaines conditions, un mouvement révolutionnaire peut inspirer bien plus d'enthousiasme qu'une réforme. Cette dernière en général n'offre qu'une solution à un problème social particulier. La révolution, au contraire, propose de résoudre tous les problèmes en une fois et recréer un monde nouveau. La ferveur révolutionnaire entraîne les gens à prendre de grands risques, à assumer de grands sacrifices et à supporter de redoutables épreuves pour obtenir la réussite. Or l'Histoire a montré qu'une seule minorité impliquée, mais déterminée, est souvent suffisante pour devenir la force dominante de la société.

Il est grand temps de décoller du matérialisme transformé en idéologie dangereuse et de se concentrer sur un autre échelon du bonheur, l'art de vivre ensemble. Un ensemble constitué aussi bien de nos voisins concitoyens, que de tous les peuples et de tout ce qui forme notre environnement.

Pour répondre à ce besoin, pour qu'une révolte se transforme en révolution, l'économie distributive est prête, elle est un programme en adéquation avec les conditions temporelles, elle est capable de fédérer le rassemblement autour de lui.

On souscrira donc aux mots de Castoriadis: «*l'idée centrale de la révolution, c'est que l'humanité a devant elle un vrai avenir, et que cet avenir n'est pas seulement à penser, mais à faire*»[14].

François CHATEL

Références :

1. Raoul-Marc Jennar, *24 juin 1793, un anniversaire oublié*, Blog : **jennar.fr**, 24 juin 2014.
2. Jean Jaurès, *Discours à la jeunesse*, lycée d'Albi, 30 juillet 1903, cité dans la référence prcédente.
3. Jacques Ellul, *Autopsie de la révolution*, éd.: La Table Ronde / La petite vermillon, 2008.
4. Timothy Garton Ash, *A Century of Civil Resistance : Some Lessons and Questions*, dans *Civil Resistance and Power Politics*, éd. Oxford University Press, 2009, p 375-77
5. Julien Petit, *Au cœur de l'action : le Satyâgraha*, **www.persocite.com/Orient/satyagraha.htm**
6. Extrait du Rapport soumis par Gandhi au comité de Lord Hunter qui étudiait les débuts du mouvement du Satyâgraha dans l'Inde, **lpdw.free.fr/freedom/satyagraha.htm**
7. H. Arendt, *Qu'est-ce que la politique ?*, éd. Seuil, 1995, p. 59.
8. M. Cervera-Marzal, *Vers une théorie de la révolution non-violente*, *Dissensus* [En ligne], N° 4 (avril 2011), **popups.ulg.ac.be/20314981/index.php?id=1275**.
9. H. Zinn, *L'impossible neutralité*, éd.Agone, 2006.
10. S. B Oates, *Martin Luther King*, éd. Le Centurion, 1985
11. Gene Sharp, *The Politics of Nonviolent Action*, éd. Porter Sargent, 1973
12. *La révolution qui venait de Serbie*, **bladi.info/threads/revolution-venait-serbie.264085/**
13. François Charbonneau, *Comment lire: Essai sur la révolution d'Hannah Arendt ?*, Dissensus, Revue de philosophie politique de l'ULg – N°5 – Mai 2013
14. Cornelius Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, éd. Seuil, 1975, p. 95

Au lendemain de la COP21, un collectif des régions du Nord-Est de la France (Alsace, Lorraine, Champagne-Ardenne…) dénonce les fermetures de lignes ferroviaires régionales et l'aménagement du territoire qui menacent l'avenir du rail, pourtant reconnu bien moins pollueur que la route. Voici des extraits de leur cri d'alarme :

Pour l'avenir du rail

Depuis un certain temps, les *"régions reculées"*, qui sont victimes de la destruction de leur tissu industriel, artisanal et commercial (Argonne, Massif Central, vallée de la Marne etc.) se désertifient en faveur des grands centres. Les conséquences sont considérables : fermeture des services publics (Poste, hôpitaux, collèges et lycées, etc.), déshérence et raréfaction démographique et donc montée du vote frontiste[1]. Alors la SNCF se prétend obligée de fermer ses lignes, puisque le trafic (voyageurs et fret) s'y amenuise fortement…

Le toujours Secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et la pêche, Alain Vidalies, avait reçu, le 26 mai 2015, le rapport de la *Commission sur l'Avenir des Trains d'Equilibre du Territoire* (TET), présidée par le député Philippe Duron qui allait tout à fait dans ce sens : il proposait la fermeture de centaines de kilomètres de lignes (TET et TER= Transport Express Régional).

Les causes

Analysons d'abord les causes du déclin du rail en France. Elles sont multiples : la désertification industrielle a entraîné la disparition de nombreux gros transporteurs (sidérurgie, mines, industrie lourde, etc…) soit une baisse de 42 % en tonnes/km pour le rail. La crise financière, depuis 2008, n'a fait qu'accélérer le déclin. On observe que 90 % du fret passe par la route, et que l'ouverture à la concurrence du service fret et l'irruption des trains privés n'ont pas fait diminuer significativement ce pourcentage.

Cet effondrement n'est pas seulement lié à des raisons conjoncturelles, il résulte de choix économiques et politiques. Donnons des exemples. En Champagne-Ardenne, on estime à plus de 43.000 le nombre de camions supplémentaires sur les routes par suite de la fermeture des dessertes qui, depuis des décennies, n'ont pas été correctement entretenues. Le "wagon isolé" était, pour les entreprises raccordées au réseau, une activité sur mesure, pour des quantités limitées ; sa suppression a mis ces entreprises dans l'obligation de fournir des trains entiers… ce qui est préjudiciable au service fret parce que cette stratégie est loin d'être compétitive face aux services très souples et moins coûteux proposés par les entreprises de transport routier. Le ferroutage devait être une avancée importante vers les économies d'énergie, la limitation des encombrements routiers et de la pollution. Y a-t-il une volonté pour le développer ? Non seulement on ne perçoit pas d'avancée notoire vers ce type de transport, mais on observe même un déclin, dans la vallée de la Maurienne en particulier. Rien n'est moins certain de la part de la SNCF d'abord, ni des Régions, et pas non plus des entreprises de transport elles-mêmes. Une enquête auprès des utilisateurs a facilement permis de constater que le service manquait d'efficacité et que c'est la responsabilité de la SNCF qui était en cause… Des raisons plus sociales ont participé au désintérêt des chauffeurs eux mêmes : ils ont «résisté» à utiliser le ferroutage parce qu'ils n'étaient pas rémunérés pendant les transferts.

Autres causes du côté du trafic voyageur : SNCF-Réseau a en charge l'entretien des infrastructures (état des rails et des traverses, aiguillages, passages à niveaux, gares, etc…), et ce sont les Régions qui subventionnent et sont responsables de certains transports ferroviaires (les TER). Ces instances ferment les lignes car, avancent-elles, les coûts d'entretien dépassent largement les possibilités de leur budget…

Dans la revue *l'Objectif Rail*[2] Philippe Morel a montré que la fermeture de ces lignes était prévisible, puisque cela faisait plus de trente ans que la SNCF ne les entretenait pas régulièrement. Par conséquent, baisse des vitesses, temps de parcours allongés, horaires impraticables et tout cela associé à des tarifs excessifs, ont été dissuasifs, cet ensemble de contraintes a fait fuir la déjà maigre clientèle encore captive. Et on affirme ensuite que les fermetures sont inévitables !

Il n'est pas question pour notre collectif de s'ériger en opposants du TGV[3], mais il est incontestable que, de la part de la SNCF, le choix du TGV s'est fait au détriment de toutes les lignes secondaires. Et il est notable que même des experts ont dénoncé ce choix[4].

Initialement, la budgétisation du TGV devait être indépendante de celle de la SNCF. Mais les coûts d'investissement sont tellement

énormes que l'entreprise à dû opérer des "coupes" importantes dans les budgets. Ces coupes ont pénalisé d'abord l'entretien des infrastructures, et puis les investissements dans les matériels modernes.

Une dernière réflexion sur le TGV : on peut affirmer que ce type de train, qui ne devrait faire de concurrence qu'à l'avion, n'a de l'avenir que s'il est interconnecté efficacement au réseau TER. Or c'est loin d'être le cas aujourd'hui : par exemple, l'existence de 16 "gares natures", ces gares dans la nature qui n'ont aucune connexion avec le TER, sont un non sens, ne serait ce que parce qu'elles obligent les usagers à utiliser la voiture !

La suppression de l'écotaxe, plus la loi Macron sur l'ouverture des lignes de cars, vont impacter lourdement le ferroviaire, y compris le TGV, dont le remplissage des rames semble stagner depuis 2014. Des sociétés de bus (françaises et étrangères) sont déjà en compétition pour proposer des tarifs qui défient toute concurrence, et sur de longues distances[5].

Tétanisées par le problème du chômage, nos instances dirigeantes ont fait le choix du "*tout routier*". Il est pourtant permis de douter que ces lignes soient génératrices d'emplois à long terme en France. En effet, la nécessaire compression des prix de revient de la part des compagnies va les obliger, comme pour les camions, à s'implanter dans les pays qui autorisent l'embauche d'une main d'œuvre "à bas coût".

MARCHE-ARRIÈRE, TOUTE !

Ainsi, la SNCF, dont on croyait (!) que la fonction prioritaire était de faire rouler des trains, se lance à corps perdu dans la bataille du "*low cost routier*", avec ses filiales KEOLIS et iDBUS, etc. C'est ça le progrès ? Non. Nous osons affirmer, même si les grands média ne s'en font pas l'écho, que ces choix sont extrêmement préjudiciables pour l'avenir. D'abord pour des raisons écologiques : le train, quand le matériel est moderne et bien entretenu, correspond à un minima de pollution, surtout quand la ligne est électrifiée. Nous sommes conscients que cet argument mérite une analyse approfondie : la fabrication du matériel est émettrice de polluants, et son fonctionnement sur des lignes électrifiées consomme de l'énergie (énergie nucléaire et ses déchets ou énergie fossile et ses GES, comme en Allemagne). Mais ceci est également valable pour les camions et les cars qui sont construits en bien plus grand nombre. Certes, quand le remplissage d'un train diesel (comme le Z73500 ou l'AGC) est faible, le rapport de la consommation d'énergie (donc de pollution) au nombre de voyageurs n'est pas en faveur du train. Par contre, il est incontestable qu'une rame de plusieurs wagons emmenant un grand nombre de voyageurs sur une voie ferrée, ou bien un train fret formé d'une quinzaine de wagons pleins de céréales, est moins polluant et moins dangereux que des dizaines de cars ou de camions énormes sur les routes… Le problème est donc bien de remplir les trains, mais c'est ce que la SNCF sait, ou veut, faire de moins en moins …

Dans tous les cas, le transfert train vers bus est une fausse bonne solution6. On a constaté qu'à la suite de ce transfert, c'est entre 30 et 50 % des voyageurs qui migrent vers la voiture. Les cars n'améliorent en rien le service rendu : les temps de parcours sont plus longs et plus aléatoires (le remplacement actuel de la desserte Bar le Duc–Nancy par des cars fait perdre plus de 30 minutes aux voyageurs), l'aménagement, le "bien-être" des usagers est moindre (l'obtention des billets est parfois compliquée et fait perdre du temps), même si la SNCF affirme le contraire dans sa publicité pour ses filiales routières (les sociétés de cars s'enorgueillissent de proposer la WIFI !, rien n'empêche les trains modernes de faire de même).

Beaucoup de Français restent encore attachés au transport ferroviaire, mais à condition qu'il soit performant, efficace, bien cadencé et surtout pas trop onéreux. Le coût *immédiat* est évidemment une des causes de désaffection des usagers du train. Mais il ne s'agit bien que du coût immédiat, car, en fait, quand ils utilisent la voiture ou le bus, beaucoup de gens ne prêtent pas forcément attention à l'ensemble de la dépense (obsolescence de la voiture et du car, coût de l'entretien des routes qui est inclus dans leurs impôts, etc.).

Faut-il rappeler qu'il y avait 29.000 kilomètres de lignes ouvertes en 2008 (certainement moins aujourd'hui), et un million de kilomètres de voies routières !... Il est incontestable qu'un km de route coûte moins cher qu'un km de voie ferrée, mais pour comparer les deux réseaux, il est nécessaire de tenir compte, dans des calculs plus poussés, de tous les coûts. Bien sûr, on peut laisser des routes à l'abandon, on le constate (sauf pour les autoroutes payantes). C'est beaucoup plus délicat pour une ligne ferroviaire d'abord parce que cela entraîne constamment de nombreux retards (arrêts intempestifs, vitesses réduites,etc.), les usagers de l'Ile de France, dont le réseau est le plus fréquenté, le constatent tous les jours, et puis parce que c'est même risquer de très graves accidents, celui de Brétigny sur Orge en est un exemple consternant, et édifiant …

ASSURER CE SERVICE PUBLIC

Soyons clairs, c'est la SNCF qui paie l'entretien de ses infrastructures, alors que c'est nous qui payons celui du camion et du car ! Il faut que le train soit subventionné pour que ses coûts soient supportables pour les voyageurs. Or, bien que sujet à critique, l'écotaxe était un outil

susceptible de réaliser cet objectif de subvention. Et comme l'a fort bien montré l'enquête[7] exclusive intitulée *Poids lourds : dangers sur la route*, les encombrements routiers deviennent intenables pour tous ceux qui s'aventurent sur la route en semaine. Il faut déjà, sans cesse, doubler ou croiser des "trains de camions", et l'afflux de cars ne va pas améliorer la situation. Cette augmentation de la densité du trafic entraine forcément des aléas routiers, la ponctualité devient aléatoire et, évidemment, des accidents sont à déplorer…

Nous ne sommes pas, comme l'a affirmé un responsable régional de la SNCF en avril dernier, des "*nostalgiques*" du train et nous sommes très conscients que faire rouler des trains a un coût… mais nous constatons que les discours de nos dirigeants sont en complète opposition avec leurs actes. La grande concertation sur le climat, la COP 21, a déclenché de leur part des déclarations plus emphatiques les unes que les autres… Et pourtant, la loi Macron va jeter sur les routes une multitude de cars, et les régions, sous prétexte d'économie, fermer encore des dessertes fret, faisant ainsi rouler des milliers de camions supplémentaires. Comment soutenir que ce déferlement n'aura, entre autres, aucune incidence climatique?

Les raisons que nous évoquons sont suffisantes pour qu'on s'interroge sur la pertinence de ces choix, dictés par des objectifs court-termistes, sans une prise de conscience de leurs conséquences pour l'avenir.

Parce qu'il croit en la concurrence, G. Pépy, le président de la SNCF, vient d'annoncer l'apparition du *low-cost ferroviaire* sur certains TGV (par exemple l'offre OUIGO, Paris-Marseille à 10 €), et, en même temps, la poursuite d'économies (des millions d'euros) dans son entreprise pour «*augmenter sa compétitivité*». Son discours a beau être persuasif à propos d'une amélioration de la qualité du service sur tout le réseau, nous avons bien des raisons de poser des questions en constatant la fermeture de nombreuses dessertes ferroviaires régionales et leur remplacement par l'ouverture de lignes de cars sur ces moyennes distances.

Nous soutenons que le train est un moyen de transport d'avenir, et pour tous, pas seulement pour quelques privilégiés, parce qu'il est écologique si le matériel utilisé estperformant et parce qu'il est conforme aux «*politiques publiques liées au développement durable*». Il doit donc être un moyen de transport central, camions, camionnettes et cars ne servant que de moyen de rabattement vers les gares. Nous opposons donc au «*tout routier*» et aux diverses fermetures de lignes et nous demandons la réouverture de certaines d'entre elles, ce qui relève d'une politique volontariste contraire à celle qui est mise en œuvre.

Nous alertons les élus sur ce problème crucial, et incitons les médias à sérieusement s'y intéresser.

pour le collectif, **Claude RAJAIN**

RÉFÉRENCES :

1. Lire le livre de Christophe Guilly, *La France périphérique, comment on a sacrifié les classes populaires*, dont les informations ont été prélevées sur le terrain.
2. N°62, avril 2014.
3. Des articles de journaux décrivaient, dans les années 70-80, les actions stériles qui s'opposaient à cette réalisation.
4. dont M. Loïc Prigent, ancien Président de la SNCF lui-même, lors d'une émission sur FR3 relative à l'accident de Brétigny sur Orge ; également M. Vincent Doumayrou dans son livre *La fracture ferroviaire*, éd. de L'Atelier.
5. Stagecoach (GB) propose Paris-Toulouse à 5 €, Megabus (GB) propose Toulouse-Barcelone en 5 heures et 20 minutes pour 30 €, Eurolines (France) propose Paris-Londres à 19 €.
6. Voir *La vie du rail*, n° 3403, du 20 février 2013, p. 4.
7. programmée le 25 octobre dernier (mais à 23 heures… !) sur la chaîne de télévision M6.

COMMENTAIRES, EN COMPLÉMENT :

Le constat qui est fait ici de la façon dont "ceux qui nous gouvernent" négligent l'entretien du transport ferroviaire peut, hélas, largement être étendu à l'ensemble des services publics. La question qui se pose à ce propos est bien : «un service public doit-il être géré comme une entreprise commerciale, donc être obligatoirement rentable ? »

La France a longtemps été le pays où les chemins de fer étaient les plus performants. Pour comprendre ce qui a changé, il est opportun de faire le rapprochement entre la stratégie de destruction du service public et le fait que la SNCF est un très important actionnaire des transports routiers (tels Kaolis et Idbus cités ici). À ce propos, l'article d'Olivier Noyer dans *Les Échos* le 16 septembre 2009 est édifiant (il est sur le net à l'adresse : **www.lesechos.fr/16/09/2002/LesEchos/18740-146-ECH_la-sncf-doit-elle-rester-le-premier-transporteur-routier-francais--.htm**). Plus récemment, le 16 octobre 2013, quand le projet de loi sur la réforme ferroviaire a été présentée au conseil des ministres, la revue *L'Usine Nouvelle* publiait un autre texte très explicatif signé Olivier Cognasse, qu'on peut lire à l'adresse : **www.usinenouvelle.com/article/pour-le-fret-la-sncf-prefere-la-route-au-rail.N209142**.

Et rappelons-nous. Quand le Royaume-Uni a privatisé son rail, ce fut une telle catastrophe (parcellisation du réseau, détérioration des infrastructures, nombreux accidents) qu'une prise de conscience s'est vite opérée, au point qu'aujourd'hui ce pays est celui de l'UE qui investit le plus dans le rail !… L'Allemagne fait fonctionner bien mieux son réseau que la France, avec beaucoup moins de personnels… Et la Suisse a un réseau très performant !…

JACQUES DUBOIN n'a pas seulement souligné l'importance du rôle de la création monétaire dans notre économie…
Il a osé aborder une notion très délicate, celle de la valeur en économie.
À ce sujet, le texte ci-dessous, bien qu'écrit en 1936, n'a pas perdu son actualité :

L'échange et la valeur

L'échange, on ne saurait trop insister, constituant la base de tout notre régime capitaliste, il importe de démonter son mécanisme aussi minutieusement que nous le pourrons.

L'échange apparaît dès que les hommes se divisent le travail, abandonnant la vie primitive où chacun pourvoit par ses seuls moyens à la satisfaction des besoins les plus urgents. Dès le moment où les hommes se spécialisent pour produire davantage, il leur apparaît indispensable d'échanger pour consommer.

L'échange n'est que le changement réciproque de choses entre deux personnes qui y consentent. Un dicton populaire en a admirablement dégagé les conséquences : «*qui ne donne rien, n'a rien*». Cette obligation de donner quelque chose en échange implique donc que tous les hommes doivent, au préalable, posséder quelque chose, faute de quoi ils sont exclus de la communauté économique. Avant de tirer les conséquences logiques de cette constatation, poursuivons notre analyse.

Comme, dans l'échange, chacun se dépouille d'une chose pour en avoir une autre, il est indispensable que les objets ainsi échangés aient de la valeur. S'ils sont sans valeur, ils ne s'échangent pas : ils se donnent, ou on les prend comme on prend l'air atmosphérique.

Nous voici donc en face du problème de la valeur, inévitablement posé dès qu'on entreprend l'étude de l'économie échangiste.

Qu'est-ce donc que la valeur ? En présence de la difficulté de réunir, dans une seule définition, des conceptions aussi complexes, certains économistes ont distingué la valeur subjective, qui varie avec l'intérêt particulier que chacun de nous attache à une chose déterminée, et la valeur d'échange, qui entre en ligne de compte en matière économique. Cette dernière, en effet, est la seule qui doive nous préoccuper[1]. À la question : qu'est-ce qui constitue la valeur d'échange d'un objet ? Il est maintenant facile de répondre : c'est le désir qu'autrui peut en avoir, et qui le déterminera, pour le satisfaire, à céder quelque chose qu'il possède déjà. Mais objectera peut-être le lecteur, n'est-ce pas déplacer la question au lieu de la résoudre ? Qu'est-ce qui fait naître le désir d'autrui et crée ainsi la valeur de la chose qu'il convoite ? Ici, la réponse est facile : pour qu'une chose inspire le désir et fasse l'objet d'un échange, il faut qu'elle réunisse deux conditions correspondant l'une et l'autre aux deux questions qui viennent d'être posées :

Le désir naîtra le plus souvent de l'utilité de la chose, mais ce qui déterminera l'échange, **c'est la rareté**. Si, en effet, elle ne présente pas, subsidiairement, un caractère de rareté, personne ne consentira à fournir autre chose en contrepartie.

*

Nous voici en mesure de délimiter le domaine de l'échange : on ne peut échanger que les choses qui ont de la valeur pour autrui, et cette valeur dépend le plus souvent de l'utilité et **toujours** de la rareté. Tout régime basé sur l'échange, par exemple notre régime capitaliste, présente donc quelques caractères qu'il est déjà possible de mettre en relief :

• Il exige que chacun possède déjà quelque chose afin d'être admis dans le cycle des échanges. Celui qui ne possède que son travail peut en faire un objet d'échange, mais si son travail ne trouve pas preneur, c'est lui-même qui se trouve exclu de la communauté économique.

• Puisqu'il faut déjà posséder quelque chose pour y être admis, il est évident que ceux qui possèdent - à quelque titre que ce soit - seront seuls à pouvoir bénéficier des avantages qu'apportera le progrès. Ainsi donc, au fur et à mesure que se développera ce régime, on verra ceux qui possèdent des revenus diriger la production dans le sens de leurs désirs puisqu'ils pourront commander les objets de leur choix. Le luxe pourra ainsi s'épanouir à côté de la détresse la plus sordide. Ce spectacle indignera les personnes qui ont du cœur et sera sévèrement condamné par les moralistes, mais il ne devrait pas surprendre les économistes, puisque ce douloureux paradoxe n'est qu'une conséquence de l'échange[2].

• Puisque les produits et les services doivent être relativement rares pour qu'ils puissent faire l'objet d'un échange, il faut que de nombreux êtres humains soient privés même du nécessaire. En effet si les produits ou les services perdaient leur rareté relative, ils perdraient leur valeur et il ne serait plus possible de les échanger…

Nous ne saurions trop suggérer à nos lectrices et à nos lecteurs de faire le plus possible découvrir **La Grande Relève** *à leurs proches, d'abord pour les aider à réfléchir, et puis pour les inciter à s'abonner. S'abonner est en effet le meilleur moyen de soutenir ce journal qui, écrit et mis en pages par des bénévoles, ne vit que grâce à ses abonné(e)s, sans publicités payantes et sans la moindre subvention.*

Ceci finit par paraître si naturel qu'il suffit qu'un produit trouve le moyen, même momentanément, d'atteindre une couche sociale où il était inconnu, pour que naisse la surprise et quelquefois même l'indignation : car ce qui a perdu de sa rareté a perdu de sa valeur… Dans l'année qui suivit la fin de la guerre, le fait que des femmes d'ouvriers aient pu acheter des poulets au marché parut tout simplement scandaleux… «*Ils ne se refusent plus rien !*», voilà la réflexion courante entendue dès qu'on s'aperçoit qu'une nouvelle catégorie de consommateurs fait croître la production d'un objet qui perd sa valeur aussitôt que sa rareté diminue[3].

*

La rareté, en effet, est inséparable de l'intérêt particulier dans le régime des échanges. Pourquoi tel producteur a-t-il intérêt à ce que ses produits soient rares ? Tout simplement parce que, plus ils sont rares, plus ceux qu'il fabrique ou qu'il vend ont de la valeur. Et comme lui-même est soumis à la loi de l'échange, il est clair que plus ce qu'il possède aura de valeur, plus il pourra, en échange, se procurer de richesses. C'est le souci de créer de la rareté qui est à la base des trusts[4]. C'est dans ce même souci que, sous le nom d'"assainissement du marché", on détruit des produits, afin de les raréfier et d'en augmenter la valeur pour leurs producteurs[5]…

Ceci est tellement évident que chacun peut s'en rendre compte dès qu'il n'interroge que son intérêt personnel (le seul d'ailleurs qui puisse le guider dans le régime actuel). Que lui dit-il ? Qu'il faut, coûte que coûte, tâcher de se créer une spécialité ou avoir une exclusivité : bref, s'abriter derrière une certaine rareté. Car dès que celle-ci diminue, la concurrence fait disparaître le profit, et le métier qu'on avait choisi devient vite «*le dernier des métiers*». Il s'avère incapable de faire vivre son homme, à la minute où l'abondance a succédé à la rareté.

*

Si, comme on vient de le voir, l'intérêt particulier est inséparable de la rareté des produits et des services, l'intérêt général, au contraire, pousse à l'abondance des produits et des services… mais cette abondance fait disparaître l'échange qui devient inutile.

Il est facile de découvrir que tout régime basé sur l'échange ne peut être définitif, car il porte en lui-même le germe qui le condamne à disparaître un jour. En effet, si tout échangiste, pris séparément, a un intérêt certain à ce que les produits soient rares en général, il a un intérêt non moins évident à ce que les siens, au contraire, soient aussi abondants que possible puisque, plus ils seront abondants, plus il pourra, par l'échange, édifier une fortune. Dès lors n'est-il pas évident que les efforts conjugués des producteurs ne peuvent aboutir qu'à l'abondance ? Ce résultat sera atteint dès que le progrès technique, mis au service de l'intérêt particulier, aura permis de multiplier les produits que chaque producteur viendra offrir sur le marché. C'est donc vers l'abondance, réclamée par l'intérêt général, que s'achemine toute communauté économique basée sur l'échange.

Au cours des siècles, l'échange s'est prodigieusement perfectionné, mais si l'on s'est ingénié à l'étendre dans le temps et dans l'espace, il n'en a pas moins conservé les caractères essentiels que nous venons de résumer. L'échange a changé de forme mais le fond est resté rigoureusement le même. Le troc présente de grosses difficultés : comment découvrir celui qui a besoin de ma marchandise et, au même moment, est disposé à me céder celle que je recherche ? Tous ces inconvénients disparaissent si le troc est décomposé en deux opérations… Grâce à l'invention de la monnaie, on échangera d'abord tous les produits contre de la monnaie, puis on échangera ensuite cette monnaie contre les produits dont on a ou dont on aura besoin. L'échange prend alors un autre nom : celui de vente lorsqu'il s'agit d'échanger ses produits contre de la monnaie ; celui d'achat quand on échange cette monnaie contre d'autres produits.

Mais si l'on accepte d'étirer ainsi dans le temps ou, si l'on préfère, d'ajourner le troc marchandises contre marchandises, il est indispensable que la monnaie, venue ainsi s'interposer, présente des qualités déterminées. Lesquelles ? Celles qui sont indispensables à tout échange, puisque c'est toujours lui encore qui s'accomplit sous cette forme nouvelle. En effet, quand nous échangeons des produits ou des services contre de la monnaie (vente) puis de la monnaie contre des produits ou des services (achat), ce sont deux échanges complets qui s'effectuent non plus obligatoirement entre deux échangistes et au même instant, mais entre autant d'échangistes et dans autant de temps que cela peut devenir nécessaire. La monnaie remplace donc l'un des deux produits qui s'échangeaient dans le troc, ce qui l'oblige à avoir elle-même une valeur - précisément celle du produit qui est momentanément absent et qu'elle représente. Cela suffit-il ?— Pas encore. La valeur que possède la monnaie doit pouvoir **se conserver** dans le temps, précisément pour permettre l'opération complémentaire que nous appelons l'achat des produits dont nous aurons besoin. La monnaie doit donc satisfaire à deux conditions : la rareté, déjà exigée pour tout objet pouvant donner lieu à un échange ; ensuite la stabilité, c'est-à-dire la garantie que cette rareté se maintiendra dans le temps. En définitive, c'est encore et toujours la rareté, mais présentant cette fois un caractère de durée que tous les produits sont loin de pouvoir offrir ; de sorte qu'après avoir utilisé comme monnaie toutes sortes de produits, presque tous les peuples dont l'économie est basée sur l'échange ont fini par faire choix des métaux précieux, et en particulier de l'or. Si l'or est devenu la monnaie internationale des peuples échangistes, c'est précisément parce que sa rareté dans le temps garantit le maximum de stabilité qui puisse être réalisé. Cette qualité est pratiquement la seule qui subsiste puisqu'aujourd'hui les stocks d'or sont enfouis dans les caves des banques d'émission !

Jacques DUBOIN

Notes de l'auteur, en 1936 :

1. D'ailleurs la distinction entre la valeur subjective et la

valeur d'échange est assez subtile, car la seconde tient compte le plus souvent de la première. Si vous possédez un objet auquel j'attache une grande valeur subjective, un souvenir de mon grand-père par exemple, il est évident que, pour m'en rendre propriétaire, je serai disposé à faire un sacrifice: j'accorde donc à cet objet une grande valeur d'échange dont vous tirerez peut-être profit.
2. Ainsi s'explique le phénomène que, malgré les progrès inouïs réalisés par la production, la misère n'ait jamais pu disparaître et s'étale dans les pays supérieurement équipés à côté d'une évidente prospérité.

Note ajoutée par l'auteur en 1946.
3. Si les poulets étaient plus abondants, ils auraient peu de valeur et figureraient ainsi sur toutes les tables de famille comme le souhaitait Henri IV. Pour qu'un mets soit recherché, il faut qu'il soit assez rare pour inspirer le choix du menu. C'est "trop commun", ou : "ça se voit partout", est le jugement que nous portons inconsciemment sur tout ce qui a perdu de sa valeur.
Un pédant se sert de mots rares et d'expressions choisies parce qu'il est seul à comprendre ce qu'il dit.

Notes actuelles :
4. on dirait aujourd'hui : à la base des holdings et autres contrats d'exportation ou d'importation
5. c'est ce que n'ont pas compris les producteurs agro-industriels qui exigent, et souvent très violemment, que le gouvernement fasse monter les prix du lait, des poulets, de la viande de porc, etc. Car ce n'est pas le gouvernement qui les fixe, mais le marché. C'est parce que ces produits sont abondants que leurs prix baissent. Il ne reste au gouvernement qu'à imposer aux consommateurs-contribuables de payer en plus des subventions aux producteurs productivistes…

Merci à nos abonné(e)s de nous économiser des frais de rappel en surveillant la date d'échéance de leur abonnement : nous l'indiquons sur l'étiquette à leur nom qui est collée sur les enveloppes d'expédition. Quand l'échéance est passée, nous l'imprimons en rouge, puis de plus en plus gros, mais nous poursuivons l'abonnement plusieurs mois avant d'envoyer une lettre de rappel.

SOUSCRIPTION PERMANENTE ***POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE***

S. Faure 14 - J. Mathieu 27 – R. Lobjeois 5 – A. Planchon 4 – J Chaudieu 49 – H. Delessert 27. Total 126 euros

Merci à tous !

Grâce à cette souscription, nous pouvons poursuivre la publication du journal, en modérant le prix de l'abonnement, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'ont pas les moyens de payer l'abonnement, mais qui tiennent à le lire et à le diffuser.

Malgré l'augmentation, en janvier dernier, des tarifs postaux concernant la presse, nous allons maintenir nos tarifs aussi longtemps que possible

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

FRANCE, *régime intérieur pour la Poste*. . . . . 23 euros.
(soutien : + 14 *euros par an, par exemplaire en plus, chaque mois)*
DOM . . . . . 26 euros.
TOM . . . . . 29 euros.
INTERNATIONAL, *suivant les zones redéfinies par la Poste au premier janvier 2014 :*
Zone 1 (Bénélux, Espagne,R-U, Suisse, …) . . . . . 29 euros.
Zone 2 (autres pays européens) . . . . . 27 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis,…) . . . . . .30 euros.
Zone 4 (Afrique, Amérique du Sud,…) . . . . . .30 euros.

RÈGLEMENTS :

par chèque bancaire ou postal, établi à l'ordre de
LA GRANDE RELÈVE
et envoyé
88 Bd CARNOT
78110 LE VÉSINET
FRANCE
N° de compte à la banque postale 1340239M020
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

• JE PROLONGE MON ABONNEMENT À *LA GRANDE RELÈVE* POUR.....
• JE M'ABONNE À ..... EXEMPLAIRE(S) MENSUEL(S) À PARTIR DU N° .....
ET VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE *(merci d'écrire en majuscules bien lisibles)* :
M. Mme, ou Melle, prénom, nom : .....
immeuble (éventuellement) : .....
N° et voie : .....
code postal et commune : ..... *pays*.....
• JE COMMANDE LES OUVRAGES SUIVANTS : .....
.....
.....
POUR CELA, J'ENVOIE LA SOMME DE .....euros
PAR CHÈQUE N°..... *(préciser la banque)* : .....
DATE : SIGNATURE :

CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.

Pour cela, il faut que la monnaie actuelle soit remplacée par une monnaie qui ne circule pas pour qu'on ne puisse plus la "placer" pour "rapporter".

Cette monnaie "distributive", émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, tout en laissant au consommateur la liberté de ses choix.

Créées et détruites au même rythme, masse monétaire et production sont ainsi deux flux permanents qui s'équilibrent. L'intensité de ces flux est définie par les citoyens, qui décidant démocratiquement, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus), et pour verser à chacun un revenu garanti qui permette à tous de vivre libres.

Ainsi les décisions prises n'ont plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut enfin sur l'intérêt particulier et la démocratie peut devenir réalité.

LECTURES POUR APPROFONDIR :

- ***JACQUES DUBOIN***

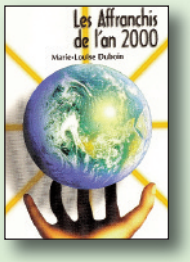
  Extraits choisis dans son œuvre (1 euro).

Aujourd'hui introuvables, plusieurs de ses livres ont été numérisés, et leur texte intégral est disponible gratuitement sur notre site internet.

- ***ET SI ON CHANGEAIT ?***

  Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (3,8 euros).

- ***LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000***



Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (13 euros).

- ***MAIS OÙ VA L'ARGENT ?***

l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer (édition du Sextant, 240 pages, 13 euros).

- D'anciens numéros et un court résumé de nos thèses (4 pages de format A4) sont disponibles (1 euro chacun).

Tous les prix indiqués sont franco de port.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Imprimé par la Scop Imprimerie de Ruffié

(certifiée ISO 14001 et labélisée Imprim'Vert et Print Environnement, impression avec encre végétale sur papiers recyclés ou PEFC, sans alcool)

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Téléphone, *seulement le lundi après-midi*, 01 30 71 58 04

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Nouveau site internet : http://www.economiedistributive.fr

(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)